

LETTRE DE LIAISON

des militants combattant pour le **Front Unique**
des syndicats de l'enseignement public

N°385
16 mars 2026
ISSN 1245-0286

Intervention du représentant du courant Front Unique au Bureau national de la FSU, le 16 mars 2026

Cela fait désormais plus de quinze jours que l'impérialisme américain et l'État d'Israël font pleuvoir un déluge de bombes sur l'Iran et sa population. Parallèlement, l'État sioniste colonial et génocidaire pousse l'avantage en donnant une nouvelle impulsion à ses opérations barbares contre le Liban.

Cette guerre doit être caractérisée pour ce qu'elle est : une guerre de terreur et de domination, une guerre impérialiste. C'est une guerre dirigée contre l'Iran en tant que tel et contre tous les peuples du Moyen-Orient. En ce sens, le mouvement ouvrier organisé, dont la FSU est partie prenante, doit choisir son camp.

La violence et l'intensité des frappes aériennes montrent que cette guerre est préparée depuis des mois. Elle s'inscrit dans le prolongement du génocide perpétré par l'État sioniste contre le peuple palestinien. Elle prend appui sur l'écrasement du peuple palestinien, consacré par le « plan Trump » de couverture du génocide. Washington et son allié montrent par là leur détermination à aller jusqu'au bout dans l'écrasement de tous les peuples de la région.

Avec la déclaration commune Macron-Merz-Starmer du 1^{er} mars, l'impérialisme français a littéralement rallié la coalition impérialiste contre l'Iran. Les arguties sur le caractère « défensif » des opérations militaires françaises ne trompent personne.

En conséquence, rien ne justifierait que dans cette guerre, le mouvement ouvrier organisé, et pour commencer la FSU, ne se place clairement du côté de l'agressé contre l'agresseur, c'est-à-dire inconditionnellement du côté de l'Iran, du peuple palestinien et de tous les peuples du Moyen-Orient.

Toute ambiguïté prenant prétexte de la nature réactionnaire du régime iranien serait obscène. Le premier mot de tout soutien aux masses d'Iran, c'est l'exigence de l'arrêt immédiat et inconditionnel de toutes les frappes qui les massacrent, du retrait immédiat et inconditionnel des troupes impérialistes qui les menacent, de la levée immédiate et sans conditions de toutes les « sanctions » impérialistes qui les affament.

Les « revendications » exprimées par la FSU dans son communiqué du 5 mars, au contraire, s'alignent totalement sur Macron et l'impérialisme français. Il masque la participation de fait de l'impérialisme français à la guerre impérialiste en suppliant le gouvernement Macron-Lecornu de « *refuser toute intervention ou soutien à cette intervention impérialiste* » et de « *porter une initiative diplomatique en faveur de la paix* ».

Mais la « paix » et la « diplomatie » impérialistes ne s'opposent en rien à la guerre impérialiste ! Comme la « diplomatie » a servi à Trump et à Netanyahu d'écran de fumée pour préparer son offensive, elle interviendra naturellement tôt ou tard dans le prolongement de la guerre, dans les mêmes buts impérialistes. Ce sera alors un nouvel intermède de « paix » impérialiste, enserrée dans un carcan militaire, permettant la poursuite du génocide en Palestine et de la terreur sur tous les peuples de la région, avant que l'État sioniste n'ouvre un nouveau chapitre de sa guerre sans fin. Réclamer une telle « diplomatie » et une telle « paix », c'est se mettre à plat ventre devant le gouvernement et l'impérialisme français !

La direction de la FSU doit rompre avec cette soumission et se dresser au contraire contre Macron et son gouvernement.

La responsabilité de la FSU est de se prononcer clairement : Halte à la guerre impérialiste contre l'Iran, retrait immédiat et inconditionnel de toutes les troupes impérialistes du Moyen-Orient ou intervenant au Moyen-Orient, à commencer par les troupes françaises.

En France même, le soutien et la collaboration continus des dirigeants syndicaux à Macron et ses gouvernement viennent de fournir un nouveau fruit pourri : la minute de silence proposée par Ciotti et reprise par Braun-Pivet, à la mémoire d'un militant nazi avéré, a consacré l'union de tous les partis bourgeois des macronistes au RN, en même temps que la génuflexion de LFI et des partis d'origine ouvrière, PS et PCF. Ils n'étaient pas seuls : les dirigeants de la CGT, de la FSU se sont aussitôt joints à cette « union nationale » sous prétexte de condamnation de la « violence ».

C'est le point culminant de neuf ans de prétendu « front républicain » qui ont vu les dirigeants des organisations ouvrières appeler systématiquement à voter pour Macron et ses candidats à chaque élection.

Le gouvernement n'a pourtant pas tardé à indiquer quel usage il entendait faire de ce « front républicain sans rivage à droite ». Une circulaire Nuñez-Baptiste a enjoint, dès le 17 février, les présidents d'université à interdire « meetings » et « conférences » sous prétexte de « risque de trouble à l'ordre public ». Après avoir permis la tenue d'une manifestation nazie à Lyon, Lecornu s'est rendu au dîner du CRIF pour annoncer l'examen du projet de loi Yadan sur ces considérants : le simple fait de qualifier le génocide du peuple palestinien pour ce qu'il est, serait passible d'une peine de prison.

L'objectif, c'est donc de mener une nouvelle charge brutale contre les libertés démocratiques des travailleurs et de la jeunesse. Et les partis bourgeois comme le gouvernement fourmillent d'idées pour ce faire : « présomption de légitime défense » pour les policiers faisant usage de leur arme, assimilation de l'« antifascisme » au terrorisme... pour mieux criminaliser toute velléité d'autodéfense, toute tentative de résister à la répression des grèves et manifestations.

L'objectif c'est aussi, après le succès politique pour la bourgeoisie qu'a été le passage du budget, d'infliger aux travailleurs et à la jeunesse des contre-réformes encore plus violentes qui permettront au gouvernement d'aller beaucoup plus loin sur le terrain des coupes budgétaires et des dépenses militaires. C'est la voie empruntée d'ores et déjà par les « assises de financement de l'université » qui préparent l'augmentation massive des frais d'inscription pour les étudiants. C'est aussi l'objectif du « plan 800 collèges » programmé pour la rentrée 2026 : substituer aux règles nationales d'attribution des moyens aux établissements, et aux critères sociaux dans l'éducation prioritaire, un financement lié à des « objectifs ».

Face à cette offensive, une conclusion s'impose : assez du soutien des dirigeants syndicaux, du PS et du PCF au gouvernement. La direction de la FSU doit ainsi rompre toute collaboration et tout « dialogue » avec lui, œuvrer à la constitution d'un véritable Front Unique Ouvrier pour la défense des libertés démocratiques, contre le gouvernement Macron-Lecornu-Nuñez et ses contre-réformes.

Un tel Front Unique œuvrerait à défendre et à assurer pratiquement la liberté de réunion et de manifestation des travailleurs et de la jeunesse, en rejetant toutes les mesures d'« interdiction » qui ciblent ces libertés, et en organisant leur service d'ordre.

Un tel Front Unique s'opposerait à toutes les lois et mesures liberticides préparées par le gouvernement. Ce qui commence par exiger le retrait pur et simple du projet de loi Yadan.

Un tel Front Unique refuserait toute participation à la mise en place des contre-réformes, ce qui commence pour la FSU par le boycott des assises sur le financement de l'enseignement supérieur, l'appel au boycott des réunions de mise en place du plan « 800 collèges », pour le retrait pur et simple de ce plan.

C'est enfin en s'engageant dans cette voie que les organisations ouvrières unies et les organisations de jeunesse esquisseraient les contours d'une alternative ouvrière, d'une réponse ouvrière à la question du pouvoir.